

CAMEROUN : DROITS DE L'HOMME :LA SOCAPALM ACCUSÉE DE VIOLS ET DE MALTRAITANCE ENVERS LES FEMMES RIVERAINES DE SES PLANTATIONS



Ces dernières qui ont fait une sortie médiatique mercredi dernier à Yaoundé, dénoncent la Société camerounaise de palmeraies (Socapalm) ; cette entreprise française dont elles disent souffrir d'accaparement des terres et d'agressions sexuelles des militaires en charge de la sécurité.

Elles sont de Dibombari (région du Littoral), Mudemba (région du Sud-ouest). Sous l'égide du Réseau des acteurs du développement durable (Radd), ces femmes étaient face à la presse le 27 septembre 2017 à Yaoundé pour dénoncer les agressions sexuelles, la maltraitance, les atrocités et autre accaparement des terres dont elles sont victimes au quotidien, de la Socapalm, une entreprise française aux relents esclavagistes et négriers.

« A Dibombari où nous vivons, la Socapalm a pris toutes les terres et les palmiers à huile y compris ceux appartenant aux autochtones. Plus choquant encore, nous (les femmes, Ndlr) sommes régulièrement victimes d'agressions sexuelles de la part des militaires chargés de la sécurité de l'entreprise », confie à Camer.be, une responsable d'Association de défense des femmes contre les violences et mauvais traitements de la Socpalm. Et la pauvre dame de renchérir : « Nous n'avons pas d'eau potable, pas de terres pour cultiver pour nos vivres ».

Incrédules, les journalistes apprennent qu'à cause de l'accaparement des terres par Socapalm, les jeunes filles dont certaines mineures, échangent des services sexuels pour survivre à leur misère. Et les garçons désœuvrés, livrés à la consommation de drogues et à toutes sortes de dérives morales. Une riveraine raconte d'ailleurs qu'après avoir passé plusieurs jours sans manger, son époux de 2014 à 2016, avait purgé de deux ans de prison pour être allé lui chercher un régime de noix de palme dans les plantations de Socapalm.

Et les charges contre Socapalm ne tarissent pas. L'entreprise française, est accusée de ne pas respecter sa responsabilité sociétale qui aux dires des membres du Radd, l'assigne à la construction des écoles, centres de santé, adductions d'eau potable. C'est alors que privées de leurs terres natales, les populations sont contraintes de parcourir plusieurs kilomètres pour aller cultiver, dans un contexte où les vivres coutent très chères dans les zones de monocultures d'arbres comme les palmeraies de la très négrière Socapalm

En termes d'actions visant à sensibiliser les pouvoirs publics sur les agressions sexuelles et autres cruautés dont sont victimes les femmes riveraines des palmeraies de la Socapalm, Marie Crescence Ngobo la secrétaire exécutive du Radd a lancé une pétition. « Une fois que nous aurons atteint 4 000 signatures, la pétition sera remise aux autorités publiques le 08 Mars 2018, lors de la Journée internationale de la Femme », confie-t-elle, la mine triste mais déterminée à en découdre avec une entreprise française trop peu respectueuse de la dignité humaine.

Vivement que les leaders d'opinion, les Associations de femmes et même d'hommes, Onu Femmes, les structures de défense de droits de l'Homme, le parlement (femmes députées et sénateurs), les partis politiques, s'intéressent à la situation misérable des femmes riveraines des plantations de palmeraies de la Socapalm où elles sont violées, et humiliées chaque jour.